

KEEANGA-YAMAH'TTA
TAYLOR



À PROPOS DE

#BLACKLIVESMATTER

Traduction et transcription d'un discours tenu le 20 janvier 2016
par Keeanga-Yamahtta Taylor
invitée pour son livre
From #BlackLivesMatter to Black Liberation
au Lensic Performing Arts Center, Santa Fé, États-Unis
par la Lannan Foundation.

Je commence ce livre, *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*, par une question que je ne pouvais pas évacuer - pourquoi cela se passe-t-il maintenant ? Pourquoi ce mouvement éclot-il au milieu du deuxième mandat du premier président Noir du pays ? J'ai commencé à écrire ce livre cinq mois après le début des manifestations à Ferguson, banlieue de Saint-Louis, Missouri. Au départ, j'ai écrit ce livre pour répondre aux questions que je me posais à propos de cette chose dans laquelle j'étais impliquée, *#BlackLivesMatter*. L'arrivée de *#BlackLivesMatter* semblait en même temps bien tardive, mais si nous nous projetons en arrière, à l'époque grisante de l'élection de Barack Obama, premier président Noir du pays, le *New-York Times* avait écrit un article sérieux posant la question de savoir si cette élection allait être la fin d'une politique Noire. L'idée n'était pas que que les Afro-américain·e·s n'allait plus s'impliquer en politique, mais plutôt que ce ne serait plus nécessaire d'avoir une politique spécifique consacrée à l'oppression des Noir·e·s. Ceci, bien sûr, était l'idée que les États-Unis entraient dans une ère post- raciale. Même si la plupart des Américain·e·s ne croyaient pas que le pays passait à un "au-delà des races", il y avait parmi presque tou·te·s les Américain·e·s un optimisme général, la victoire d'Obama indiquant que le pays se débarrassait de sa longue histoire d'injustice raciale. Comme il est ironique, au crépuscule de la présidence d'Obama, d'être les témoins de l'explosion d'un mouvement social Noir et de la

renaissance d'une radicalité politique Noire !

Le mouvement est connu par son slogan le plus populaire - *#BlackLivesMatter*. Il s'est répandu avec la colère, il est né en réponse au fléau sans répit des meurtres policiers, à la corruption et à la violence envers les Noir·e·s Américain·e·s. *#BlackLivesMatter* n'est pas un simple effet de la présidence d'Obama, mais sous plusieurs aspects, il en est un produit. Je voulais savoir pourquoi cela arrivait maintenant. De manière tout aussi importante que le fait d'essayer de le situer historiquement, je pense que cela pose aussi la question de son sens dans une perspective de réelle libération Noire aux États-Unis. Sans doute l'élection d'un président Noir dans un pays fondé sur le génocide des autochtones, et dont la richesse a crû sur le dos d'Africain·e·s esclaves, est un fait significatif. Mais nous voyons aussi que la présidence Obama a très peu fait pour changer la réalité quotidienne des Afro-américain·e·s. Que ce soit un policier de Chicago qui tire 16 balles sur un adolescent Noir, dont 14 alors qu'il était allongé en position foetale ; ou l'empoisonnement de l'eau à Flint, Michigan - une ville majoritairement Noire. Ces deux événements, alors que la présidence Obama prend fin, posent la question *"Est-ce que oui ou non les Afro-américain·e·s pourront un jour profiter d'une vraie liberté en auto-détermination ?"* L'auto-détermination veut dire la possibilité de choisir la direction de sa propre vie, sans oppression, coercition ou contrainte économique. Cela pourra-t-il arriver dans ce pays ? Cette question est toujours aussi pertinente.

Mais à la veille de l'investiture d'Obama, 69% des Afro-américain·e·s ont déclaré que le rêve de Martin Luther King s'était réalisé. Les attentes étaient plus élevées chez les Noir·e·s, qui espéraient une rupture avec les politiques passées et qu'un réel changement était en cours. La candidature d'Obama en 2007 n'a pas débuté avec de telles attentes, on s'en souvient. L'électorat Noir était sceptique quant à la viabilité de sa candidature et son absence de référence aux Droits Civiques. L'électorat Noir a misé plus prudemment sur Hilary Clinton. Obama a transformé sa candidature, au départ tout ce qu'il y a de plus classique, en ce que lui et ses soutiens allaient finir par appeler un "changement de société". Obama a tablé sur la colère et la fatigue de l'Américain·e ordinaire qui en avait marre de ce qui semblait être une guerre sans fin en Afghanistan, de la totale incompétence du gouvernement fédéral face à l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, du cynisme général de la politique américaine, avec ses petites phrases idiotes et ses discours niveau maternelle... Souvenez-vous... *[applaudissements]* Souvenez-vous des envolées rhétoriques d'Obama qui ont rompu radicalement avec le statu quo politique. Obama a déclaré que nous, les gen·te·s ordinaires, étions le changement que nous attendions. Souvenez-vous de l'impact de ses

Yes we can ! Quand avons-nous entendu un candidat à la Maison Blanche dire -

"Car quand nous avons relevé des défis impossibles, quand on nous a dit que nous n'étions pas prêts ou que nous ne devons pas essayer ou que nous ne pouvions pas, des générations d'Américain·e·s ont répondu par un credo simple qui résume l'esprit du peuple - Oui, nous pouvons ! Oui, nous pouvons ! Oui, nous pouvons ! Esclaves et abolitionnistes l'ont chuchoté comme ils frayaient une voie vers la liberté, par les nuits les plus sombres. Il a été chanté par les immigrant·e·s venant de rivages éloignés et par les pionnier·e·s qui ont poussé vers l'ouest malgré un désert impitoyable. Oui, nous pouvons ! C'était l'appel des ouvriers qui s'organisaient, des femmes qui ont obtenu le droit de vote, d'un président qui a choisi la lune comme nouvelle frontière et d'un roi qui nous a mené au sommet de la montagne et a montré la voie vers la Terre Promise. Oui nous pouvons, à la justice et à l'égalité. Oui nous pouvons, à l'occasion qui se présente. Oui nous pouvons soigner cette nation. Oui nous pouvons réparer ce monde, oui nous pouvons !"

Alors quand de nos jours certain·e·s défendent le maigre bilan d'Obama en montrant comme les Républicains sont affreux, comme les mains d'Obama étaient liées... À quoi est-ce que vous vous attendiez ? Ils ont oublié combien Obama lui-même a, le premier, exacerbé ces attentes. Mais pour l'électorat Noir en particulier, la campagne d'Obama représentait plus encore. Pas seulement parce qu'il était Noir - c'est à prendre en compte dans un pays raciste - mais aussi à cause de ce que l'administration Bush a représenté. Du vol des élections en Floride en 2000 basé sur la privation des droits de citoyen·ne·s Noir·e·s, jusqu'à, encore, l'incompétence choquante du gouvernement en réponse à l'ouragan Katrina, les Noir·e·s se sont tourné·e·s vers Obama comme jamais auparavant. Les jeunes Noir·e·s ont affiché le plus haut taux de participation de l'histoire. Pour la première fois, le pourcentage de votant·e·s Noir·e·s a supplanté celui des Blancs. Mais presque aussitôt qu'Obama est devenu président, sont apparues ses limites et avec elles, les désillusions...

Ce n'est pas arrivé d'un coup, mais il y a eu trois faits marquants pour les Afro-américain·e·s qui ont indiqué la continuité et non la rupture promise avec le passé. Premièrement, sa piètre

réponse à la crise économique dans les communautés Noires. Comme on le sait, à la fin 2008, l'économie américaine était en chute libre. Les Afro-américain·e·s supportent le plus gros de la grande récession qui en résulte. Au final, plus de 240 000 propriétaires perdirent leur maison. Fin 2009, le chômage des Noir·e·s a augmenté de 15%, aggravé par les coupes dans la fonction publique, qui a toujours été un pilier de l'embauche des Noir·e·s - *Walmart* devenant alors le plus grand employeur des Noir·e·s, mettant fin au rôle historique joué par le service postal. Le revenu net d'une famille Noire est tombé à 11 000 \$, à comparer aux 141 000 \$ pour les Blancs. Et le chiffre monstrueux de 40% de familles Noires sont riches de zéro dollar ou moins... La pauvreté infantile Noire atteint 40% en 2012. Et la liste peut continuer ainsi... Il semble qu'un président Noir arrivait à point nommé ! Qui mieux que lui pouvait comprendre comment la discrimination et les inégalités raciales empêchaient l'accès aux programmes mis en place pour accélérer le redressement économique ? Un soin particulier - et même, oui ! des budgets spéciaux auraient dû être alloués pour tirer les Afro-américain·e·s de la pire crise depuis la Dépression. Mais Obama a considéré qu'il ne pouvait rien faire de spécial pour le nombre croissant de Noir·es pauvres, pour les Noir·e·s au chômage ou les propriétaires Noir·e·s. Il a dit que *"la marée montante soulève tous les bateaux"*... Il a vraiment dit ça !

Le second facteur, a été comment le président a caractérisé la pauvreté Noire. Obama a été réticent à offrir une assistance particulière aux Afro-américain·e·s. En revanche, il n'a pas été aussi réticent pour évoquer les stéréotypes éculés - mais toujours efficaces - sur les Afro-américain·e·s, en quelque sorte responsables de leur propre sort. C'était stupéfiant ! Alors que le monde occidental blâmait Wall Street pour ses pratiques douteuses, quand tout le monde commençait à regarder du côté des inégalités économiques dûes au capitalisme et de tous les problèmes structurels de l'économie, Barack Obama grondait les parents Noirs qui *"nourrissent leurs enfants avec du poulet frit froid"* ! Qui *"les laissent regarder la télé au lieu de lire !"* Il a sermonné l'Amérique Noire, lui disant qu'elle n'avait aucune excuse de se retrouver dans cette situation. Sans se questionner, un certain nombre, sinon beaucoup, d'Afro-américain·e·s ont été d'accord avec les critiques vis-à-vis de la classe ouvrière pauvre Noire. Cela collait avec les idées reçues de ses 40 dernières années... Les Noir·e·s ont souffert de ces disparités par manque du sens des responsabilités. C'est un argument qui a été martelé à tous les niveaux du gouvernement, dans les médias et dans la culture populaire. Pour d'autres, c'était un argument qui contredisait totalement les faits. Les propriétaires de maison ont bel et bien joué selon les règles et ont investi dans le rêve américain ! Mais ces règles ont été conçues par des prêteurs hypothécaires, et des pratiques

bancaires répugnantes les ont laissé·e·s sans le sou... Des diplômé·e·s universitaires Noir·e·s, qui ont également joué selon les règles, ont toujours trois fois plus de chances de se retrouver au chômage que leurs condisciples Blanc·he·s. Un homme Noir sans casier judiciaire qui cherche du travail a autant de chances d'être appelé qu'un homme Blanc avec un casier. Donc la discrimination et d'autres facteurs objectifs qui n'ont rien à voir avec la morale ou la responsabilité individuelle, sont les coupables de la pauvreté des Noir·e·s. Et cela a été réaffirmé par l'explosion du mouvement *Occupy* fin 2011. *Occupy* a placé de force les problèmes croissants de pauvreté et d'inégalités au centre des préoccupations politiques, en popularisant le slogan *Nous sommes les 99% !* opposés au 1%, les plus riches qui contrôlent la vaste majorité des richesses et ressources de notre pays. *Occupy* a souvent été décrit comme un mouvement Blanc. Les sondages ont montré que 45% des Afro-américain·e·s exprimaient de la sympathie pour *Occupy* et 35% de plus pensaient que ce mouvement était bon pour le système politique américain. Cela place de nombreux Afro-américain·e·s en désaccord direct avec la rengaine du "*Pas d'excuse !*" souvent répétée par le président au public Noir.

Enfin, les excès et la brutalité du système judiciaire américain, des violences policières aux incarcérations massives et plus encore, ont attiré l'attention sur tout ce qui n'a pas changé. Les moments où Obama aurait dû affirmer aux Noir·e·s sa préoccupation pour ce qu'on appelle le "*criminal injustice system*", ont été systématiquement ignorés. Par exemple, en septembre 2011, une campagne internationale était menée pour sauver un Noir injustement condamné à mort, Troy Davis. Tout le monde, du pape à l'Union européenne, les gouvernements français et allemands, et même l'ancien directeur du FBI ! ont mené campagne pour sauver Davis. La nuit où Troy Davis devait être exécuté, des centaines d'étudiant·e·s Noir·e·s de Washington DC défilèrent et se rassemblèrent devant la Cour Suprême et à la Maison Blanche, espérant attirer Obama hors de la Maison Blanche, pour qu'il intervienne d'une manière ou d'une autre, pour sauver la vie de Davis. Mais Obama n'a rien fait. Il n'a même pas fait de déclaration. À la place, il a envoyé ses porte-paroles bien réaffirmer à la presse que cette affaire ne concernait que l'État de Géorgie. Pour beaucoup, c'était une des raisons pour lesquelles il avait été élu - intervenir dans des moments comme ceux-là. Mais rien n'avait vraiment changé... Le meurtre de Trayvon Martin et l'acquittement de George Zimmerman n'ont pas montré de rupture pour l'administration Obama. Alors que les faits concernant la mort de Martin émergeaient petit à petit, il est devenu clair qu'il avait été la victime d'une mise à mort illégale. Pendant ce temps, les représentant·e·s de l'État de Floride protégeaient George Zimmerman afin qu'il ne soit pas arrêté pour le meurtre de Martin.

L'esprit militant avait été éveillé l'automne précédent par les manifestations pour Troy Davis, ainsi que l'explosion d'*Occupy Wall Street*. Des défilés, manifestations, sit-in et occupations ont été décidés. Des activistes Noir·e·s et Blanc·he·s d'*Occupy* ont été rejoint·e·s par de nouvelles personnes poussées à descendre dans la rue par l'horreur du meurtre de Martin. Comme la protestation enflait, Obama a finalement dû se prononcer publiquement. Mais en faisant cela, il a juste parlé à titre personnel, disant que s'il avait eu un fils, il aurait pu ressembler à Trayvon... Les médias ont considéré cela comme une incapacité à entendre et à répondre à la colère grandissante des Noir·e·s contre la conduite indigne de la police en Floride, et leur refus d'arrêter le meurtrier de Martin. Finalement, Zimmerman a été arrêté, jugé et acquitté. Trayvon Martin est passé de jeune homme de 17 ans rentrant chez ses parents, en un imposant gangster fumeur de marijuana qui est le véritable agresseur. À l'annonce du verdict, Obama a imploré le public de respecter la décision du jury, déclarant *"Nous sommes une nation de lois"*. Qu'est-ce que cela peut bien signifier quand le cas de Martin démontre si clairement que nous sommes une nation avec deux jeux de lois - un pour les Afro-américain·e·s et un pour les autres. Tout le monde a compris que si les rôles avaient été inversés... *[applaudissements]* ... si Martin avait violemment agressé et abattu George Zimmerman, il aurait été immédiatement arrêté et condamné. Les attentes des Afro-américain·e·s nourries par la présidence Obama, ont été pulvérisées encore et encore...

À la suite du verdict de Zimmerman, Alicia Garza, une militante syndicale de San Francisco, a créé le hashtag *#BlackLivesMatter*. Son explicite simplicité a exprimé la colère de toute une génération, et les contours d'un mouvement ont commencé à prendre forme. Pourquoi la question des brutalités policières ? La violence de la police envers les Noir·e·s n'est pas nouvelle. En 1951, un groupe multiracial d'activistes au Congrès des Droits Civiques a lancé le slogan *"Nous vous accusons de génocide"* pour caractériser la gravité et les conséquences des meurtres policiers, ainsi que le silence complice de l'État. Le préambule de leur pétition disait -

"Il fut un temps où la violence raciste était ancrée dans le Sud. La violence contre les Noir·e·s s'exerçait surtout dans les campagnes. Mais c'était avant les migrations des Noir·e·s dans les années 1920 et 30. À présent, il n'y a pas une seule grande ville américaine, de New York à Cleveland ou Detroit, de Washington, la capitale de la nation, à Chicago, de Memphis à Atlanta ou Birmingham, de La Nouvelle Orléans à Los Angeles, qui ne soit pas déshonorée par le meurtre gratuit de Noir·e·s innocent·e·s. Il

ne s'agit plus d'un phénomène limité. Autrefois, la méthode classique du lynchage était la corde. Maintenant, c'est la balle du policier. Pour plus d'un·e Américain·e, la police c'est l'État - sans aucun doute sa figure la plus représentative. Nous affirmons que tout porte à croire que le meurtre de Noir·e·s est devenu la politique de la police américaine. Et la politique de la police est l'expression concrète de la politique du gouvernement." (1951).

Aujourd'hui, les occasions de se mobiliser ne manquent pas. Mais la violence policière demeure le catalyseur de ces mobilisations car elle est l'exemple le plus flagrant de la citoyenneté au rabais des Noir·e·s. Quand la police peut t'aborder, te fouiller, t'arrêter, et même te tuer en toute impunité, cela montre que tu n'es pas un citoyen de premier ordre. Ta citoyenneté est de second ordre. Et ce qui fait que les Noir·e·s se sont radicalisé·e·s est le fait que cette citoyenneté de second ordre est en totale opposition avec ce que les États-Unis disent d'eux-mêmes. Nous, en tant que nation, en incluant les Noir·e·s, nous entendons dire que ce pays est le meilleur du monde. Nous croyons en l'exceptionnalité de l'Amérique et en la promesse d'une liberté absolue pour quiconque y contribue. Nous croyons au rêve américain. Alors quand Obama, l'an dernier, nous vantait une nouvelle guerre contre l'État Islamique, il a dit -

"L'Amérique reçoit tant de bénédictions que cela lui confère une lourde charge. En tant qu'Américain·e·s, nous acceptons notre rôle de leader. De l'Europe, à l'Asie, des lointaines contrées africaines aux capitales du Moyen-Orient ravagées par la guerre, nous défendons la Liberté, la Justice, la Dignité. Ce sont les valeurs qui ont guidé notre nation depuis sa fondation."

Liberté. Justice. Dignité. Que signifient ces mots pour la famille de Tamir Rice, l'enfant de 12 ans abattu par la police ? Cela, seulement 1,6 seconde après leur arrivée. Qu'est-ce que cela veut dire quand les flics qui l'ont tué n'ont pas été inquiétés ? Qu'est-ce que cela veut dire quand Aiyana Jones, 7 ans, dormant sur le canapé, chez elle, à Detroit, est tuée par la police au cours d'un raid foireux ? Qu'est-ce que cela veut dire quand ces policiers ne sont pas punis ? Si vous ne connaissez pas ces cas - et des centaines d'autres - alors renseignez-vous. Découvrez ce qui se passe dans ce pays. Parce que ces fanfaronnades sur combien l'Amérique est merveilleuse, quand

les Noir·e·s sont abattu·e·s dans la rue, sont absolument absurdes.

Le sentiment... [applaudissements] Le sentiment de la grandeur de l'Amérique est aussi une des raisons pour lesquelles il est difficile de faire entendre, par des voies légales, la question du terrorisme policier. Le diktat policier et moral des États-Unis envers les autres pays émane de son statut autoproclamé de plus grande démocratie du monde. Mais toute l'histoire et la vie actuelle des Noir·e·s sont la réfutation de cette idée. Que faut-il de plus pour que les États-Unis admettent qu'ils sont un état policier pour la plupart des Noir·e·s pauvres de la classe ouvrière, dans des quartiers où sa police a le pouvoir absolu de faire ce qu'elle veut ? L'État a pris position - *le bonheur est dans l'ignorance*.

Et si vous pensez que cela est exagéré, le journal *The Guardian* relatait, l'an dernier, l'incapacité du gouvernement fédéral à dénombrer les personnes tuées par la police. C'est une aimable façon d'expliquer que si le gouvernement peut vous dire combien d'enfants meurent de la grippe chaque semaine, s'il peut vous dire combien d'œufs une poule pond chaque mois, s'il peut même vous dire le pourcentage d'hommes Blancs de plus de 20 ans qui mangent des cacahuètes à l'apéro, il ne peut pas vous dire combien de personnes meurent entre les mains de la police, telle semaine, tel mois, telle année. Il ne peut vous donner la race ou l'ethnie des personnes tuées par la police. Et quand vous regardez les chiffres collectés, vous comprenez pourquoi. Selon une enquête menée par le *Bureau of Justice Statistics* sur les homicides policiers, de 2003 à 2009, et en 2011 (donc en excluant 2010), la police américaine a tué 7 477 personnes. Cela fait une moyenne de 928 personnes par an. Et puisque le gouvernement ne compte pas, *The Guardian* s'en est chargé pour l'année 2015. Ils ont dénombré 1 134 personnes tuées par la police américaine l'an dernier. Alors si vous additionnez les chiffres de 2012, 2013, 2014 en considérant cette moyenne et incluez 2015, vous obtenez plus de 11 000 personnes tuées par la police américaine depuis 2003. En comparaison, 58 soldats américains ont été tués en Irak l'an dernier et 78 personnes ont été tuées par la police au Canada en 2014. De 2010 à 2014, la police anglaise a tué 4 personnes. En Allemagne, la police n'a tué personne en 2013 et 2014. En Chine, avec une population 4,5 fois plus nombreuse qu'aux États-Unis, on a enregistré 12 meurtres policiers en 2014. Et c'est juste une petite partie de ce que nous savons. Il y a 18 000 départements de police aux États-Unis et seulement une centaine d'entre eux daignent signaler au gouvernement fédéral combien de personnes ils tuent chaque année. La police de New-York, par exemple, n'a pas communiqué le nombre de civils tués depuis 2007. L'État de Floride n'en communique aucun. Nous n'avons donc qu'une vue très partielle des homicides policiers en Amérique. Et à cause de l'absence d'un

comptage systématique, nous n'avons aucune idée de la proportion d'Afro-américain·e·s et de Latinos. Mais nous savons parfaitement que les Afro-américain·e·s ont affaire à la police de manière disproportionnée, et nous pouvons supposer que la vaste majorité des tué·e·s ont la peau foncée. Si cela arrivait dans n'importe quel autre pays, on appellerait un chat, un chat - une abjecte violation des Droits Humains et Civiques, arborant tous les attributs d'un état policier autoritaire, où l'assassinat aux mains de l'État est considéré comme un moyen de gestion.

Le coût de cette gestion est très élevé. La ville de Chicago a dépensé 500 millions de dollars ces dix dernières années, pour régler les poursuites judiciaires à l'encontre de la ville pour brutalités ou meurtres attribués à la police. La police de New-York a dépensé en moyenne 100 millions par an pour couvrir les procès pour brutalités et meurtres ces dix dernières années, pour un total d' 1 milliard de dollars. Dans n'importe quelle autre administration, si de telles dépenses étaient constatées, un tel déficit, les coupes budgétaires tomberaient et ses effectifs réduits ou bien le service serait fermé. *[applaudissements]* Quand le Service de l'Éducation de Chicago a reconnu un déficit d'un million en 2013, ou 2012, ils ont simplement fermé 52 écoles publiques et ne sont jamais revenus dessus. Mais personne n'a jamais suggéré de fermer des commissariats.

La police américaine a toujours été une instance oppressive, mais ses pratiques empirent et se généralisent ces derniers temps. Dernièrement, la police a été déployée pour réprimer les conséquences d'une réduction drastique des aides de l'État, déjà faibles. Quand vous coupez les vivres aux écoles, aux hôpitaux et dispensaires, quand vous coupez les aides sociales, les aides au logement, à l'alimentation, vous rendez la crise économique plus dure à supporter encore. Le désinvestissement du secteur public et des programmes de lutte contre la pauvreté ne laisse plus aux villes qu'une alternative - se débarrasser des pauvres et de la classe ouvrière. On a donc eu recours à la politique sécuritaire. Par exemple, le quartier de Baltimore où la mort du jeune Freddie Gray a déclenché les révoltes en avril dernier, ce quartier où il a été pourchassé, capturé, et a eu le cou presque arraché par les policiers, est un des plus pauvres de la ville. 21% de chômeurs. 25% des bâtiments sont à l'abandon. L'espérance de vie dans le quartier de Freddie Gray est de 6 ans moins élevée qu'ailleurs en ville. 55% des familles vivent avec moins de 25 000 \$ par an. Trois semaines avant le meurtre de Gray, la police a reçu l'ordre d'intensifier sa présence et d'augmenter le nombre d'arrestations dans le secteur précis où Gray a été embarqué. On a injecté de la police partout où l'État a échoué. Et le mode sécuritaire est devenu un enjeu électoral, les politiciens se mettant en valeur grâce au fort taux d'arrestations et au bas taux de criminalité, guettant avidement les statistiques policières pour en faire un argument de campagne, intensifiant

ainsi les violences policières.

Enfin, quand les municipalités manquent de fonds et qu'augmenter les impôts est devenu synonyme de suicide politique, l'application de lois est un moyen pour les villes de récolter de l'argent sur le dos des plus vulnérables. Ce qui a, en partie, mis le feu aux poudres à Ferguson en août 2014, est que la ville est devenue dépendante de la verbalisation. Et à force de mettre des amendes au Noir·e·s, c'est devenu la deuxième source de revenus de la ville. En 2014, année du soulèvement de Ferguson, 33 000 mandats d'arrêts pour délits mineurs, principalement routiers, ont été infligés à une population de seulement 21 000 habitant·e·s. New-York a gagné 10 millions de dollars en une semaine d'amendes pour stationnement. La ville obtient presque 1 milliard par an en procès, amendes et frais de dossiers. Ceci, bien sûr, est une incitation pour la police à cibler des gen·te·s et des quartiers entiers, sources de revenus pour la ville. Des contacts de ce type avec la police criminalisent les gen·te·s, rendant la recherche d'emploi plus dure encore, tout comme le maintien d'un quelconque niveau de stabilité économique.

Les Noir·e·s sont disproportionnellement pauvres aux États-Unis. Il y a 45 millions de personnes officiellement désignées "pauvres", dont 27% d'Afro-américains. Cela signifie que la police est plus encline à se déployer dans les quartiers Noirs. La police, en tant qu'institution, est totalement imbibée de stéréotypes raciaux, qu'ils attribuent aux Afro-américains en raison du sur-déploiement dans ces quartiers. Il n'y a pas d'autre façon d'expliquer le mépris ordinaire pour la vie des Noir·e·s, de la part de la police. Regardez comment Michael Slager, agent de police en Caroline du Sud, a calmement visé, comme au stand de tir, et tiré sur Walter Scott, fuyant, huit balles dans le dos. Évoquons encore Tamir Rice, qui n'a pas seulement été abattu en moins de 2 secondes - 1,6 secondes - mais comment il est resté étendu, mourant, les deux policiers restant là, refusant de lui porter secours.

Ceci est le contexte dans lequel est né ce mouvement. Si les élu·e·s n'ont pas exposé la vérité au grand jour, les institutions n'ont pas non plus risqué de bousculer le bien-être du public. En l'espace de neuf mois, les manifestations et révoltes des Noir·e·s à Ferguson, dans la ville de Baltimore, ont poussé les meurtres policiers au centre du débat politique américain. Alors que journalistes et élu·e·s peuvent cyniquement pardonner Ferguson - en tant que ville oubliée du progrès, avec sa population majoritairement Noire, cruellement gouvernée par une administration Blanche - aucune excuse de la sorte pour Baltimore. Pas seulement parce que Baltimore a une maire Noire, le chef de la police, le procureur général, la moitié du conseil municipal, des responsables de l'éducation... sont Noir·e·s. Plus généralement, on a maintenant la plus grande

concentration de responsables politiques Noir·e·s de l'histoire américaine. Aujourd'hui, il y a un président Noir, un ministre de la justice Noir, sans parler des milliers de Noir·e·s élu·e·s un peu partout dans le pays. Il y a 43 membres du Congrès Noir·e·s, plus que jamais dans toute l'histoire américaine. Il est clair qu'une couche de la population Noire a été intégrée et absorbée par le système capitaliste. Le président est sans doute le plus véhément quand il s'agit de dénoncer les pauvres et la classe ouvrière Afro-américaine... La maire Noire de Baltimore, Stephanie Rawlings-Blake, un peu avant les émeutes, (en mars - les émeutes ont eu lieu en avril) a déclaré -

"Nous sommes devenu·e·s trop complaisant·e·s, dans la communauté Noire, à propos des crimes de Noir·e·s sur des Noir·e·s. Tandis que beaucoup d'entre nous n'hésitent pas à manifester, protester, militer face aux manquements de la police, beaucoup aussi ferment les yeux quand nous nous entretenons."

Bien sûr, elle et Obama parlent des jeunes émeutier·e·s Noir·e·s comme de la racaille et des criminel·le·s. Deux mots qu'ils n'ont jamais employés pour désigner les policiers Blancs de Ferguson. En d'autres mots, souvent, les élu·e·s Noir·e·s se permettent d'évoquer la vie des Afro-américain·e·s d'une manière qu'aucun·e élu·e Blanc·he ne se permettrait. En blâmant les Noir·e·s à l'aide d'un discours qui met l'accent sur leur culture, leur moralité, leur irresponsabilité, désignés comme sources des inégalités, on nie le racisme et les inégalités économiques.

Ces profonds clivages entre les dirigeant·e·s Noir·e·s et la classe ouvrière Noire ont fait de la solidarité de classe une question importante dans le mouvement. Historiquement, le mouvement Noir a toujours traversé les frontières de classe, à cause de la nature universelle du racisme américain. Mais comme plus d'élu·e·s Noir·e·s dirigent les villes et les banlieues ouvrières Noir·e·s, cela a créé un antagonisme plus profond qui effrite la notion de solidarité - souvent implicite - entre tou·te·s les Noir·e·s. Quand la maire Noire de Baltimore mobilise l'armée pour occuper les quartiers Noirs, tandis que les Blancs peuvent aller et venir librement et ignorer une loi martiale - qui devient loi martiale pour les Noir·e·s - l'idée que nous sommes tou·te·s du même côté, dans le même combat, se désagrège.

Les Noir·e·s veulent être libres ? Mais nous ne pouvons nous libérer seul·e·s. Personne ne peut savoir ce qu'il adviendra de ce nouveau développement politique. Mais beaucoup savent pourquoi il est né. Pour la réussite de quelques Noir·e·s, 4 millions d'enfants Noir·e·s vivent dans la

pauvreté. Un million de Noir·e·s sont incarcéré·e·s. 240 000 Noir·e·s ont perdu leur maison, résultat de la perte de millions de dollars d'épargne. Jamais auparavant dans l'histoire américaine, un président Noir n'avait trôné sur la misère de millions de Noir·e·s, leur refusant l'accès aux normes les plus basiques en matière de santé, de bonheur et d'humanité.

L'artiste et activiste Harry Belafonte se souvenait de sa dernière discussion avec Martin Luther King, qui déplorait -

*"Je me suis heurté à quelque chose qui me dérange profondément.
Nous avons lutté durement et longuement pour l'intégration, comme je
crois que nous devons le faire et je sais que nous gagnerons. Mais je
commence à croire que nous intégrons une maison en flammes..."*

L'aspiration à la libération Noire ne peut être isolée de ce qui se passe globalement aux États-Unis. La vie des Noir·e·s ne pourra pas se transformer quand le reste du pays brûle. Les feux consumant les États-Unis sont alimentés par l'aliénation généralisée, les bas salaires et les jobs insignifiants, les loyers hors de prix, la dette asphyxiante et la pauvreté. L'essence-même des inégalités économiques se résume à un simple fait - il y a 400 milliardaires aux États-Unis et 45 millions de personnes vivant dans la pauvreté. Ce ne sont pas des faits parallèles. Ils sont interdépendants. Il y a 400 milliardaires parce qu'il y a 45 millions de personnes vivant dans la pauvreté. *[applaudissements]* Le profit apparaît au dépend des salaires. Les dirigeants d'entreprises, les capitalistes en général, ont une vie agréable parce que beaucoup d'autres vivent une vie de privations. La lutte pour la libération Noire, alors, n'est pas une idée abstraite modelée isolément du phénomène plus large d'exploitation économique. Et l'inégalité qui se répand dans toute la société américaine lui est intimement liée.

Mais la perpétuelle différence de perception de la police selon la race fait que les Blanc·he·s de la classe ouvrière ne sont pas les allié·e·s naturel·le·s des Noir·e·s contre la police. Bien sûr, cela change un peu grâce au mouvement *#BlackLivesMatter*. Aujourd'hui, par rapport à il y a un an, l'attitude globale vis-à-vis de la police américaine a changé. En janvier dernier, 56% de Blanc·he·s pensaient que les faits de brutalités policières étaient des faits isolés. Aujourd'hui, seulement 36% le croient toujours. Il reste encore beaucoup à faire, mais la répression policière grandissante affecte aussi les Blanc·he·s. La police américaine est plus prompte à tuer un jeune homme Noir, mais ils ont aussi tué des milliers de Blancs ces dix dernières années. C'est une base objective sur

laquelle construire de la solidarité entre les personnes Noires ordinaires et les personnes Blanches ordinaires. Mais ce n'est pas seulement de la solidarité avec la classe ouvrière Blanche dont il est question. De manière générale, le mouvement doit s'amplifier. Il doit aller au-delà des Noir·e·s, qui sont les plus touché·e·s. Il doit se rapprocher d'autres parties de la classe ouvrière qui souffrent aussi du racisme policier et de leurs attaques, comme les Latinos, les Arabes, les musulman·e·s, les travailleurs·euses, sans-papiers, les personnes trans, etc. Il doit aussi... *[applaudissements]* Il doit aussi y avoir un effort accru pour se rapprocher des syndicats qui ont un taux de représentation disproportionné parmi les travailleurs·euses Noir·e·s, dans le mouvement. Nous pouvons imaginer des actions sur les lieux de travail contre les brutalités et les meurtres policiers, comme le refus de travailler tant que le flic corrompu n'a pas été viré ou arrêté. Mais cela doit être organisé, discuté. Le mouvement doit se connecter avec les luttes existantes contre les injustices et les inégalités, comme dans l'éducation, où les élèves Noir·e·s, les enseignant·e·s, les parents, continuent de se battre pour l'avenir de l'école publique. Le mouvement doit se connecter avec le mouvement des étudiant·e·s Noir·e·s sur les campus, de façon à croître en force. Le mouvement doit se connecter avec la lutte pour une augmentation du salaire minimum et le droit à la négociation collective des avantages.

Bref, le mouvement doit grossir, se développer et organiser les forces capables de stopper la terreur policière et tous les problèmes qui y sont liés - le racisme, la pauvreté, les inégalités. Parce que si les meurtres de Trayvon Martin, Eric Garner, Michael Brown Jr, Aiyana Jones et beaucoup d'autres... ont galvanisé les Afro-américain·e·s à travers tout le pays, sous le slogan *#BlackLivesMatter*, l'acquittement de George Zimmerman, le refus d'inculper les policiers Blancs pour la mort d'Eric Garner, de Mike Brown et plus récemment de Tamir Rice, la décision de libérer Michael Slager qui a abattu Walter Scott, la décision, par un juge de San Francisco, de réhabiliter les agents qui échangeaient des textos *"White Power"* ! et entre autres choses - *"Tous les Nègres doivent être pendus ! "Les Nègres devrait être stérilisés ! Je viens d'en voir un avec 4 gosses !"* - tous ces exemples montrent bien la résilience des forces prêtes à couvrir et protéger la police. Nous devons en finir avec cette culture de violence policière et de racisme, mais nous devons aussi reconnaître que cela va faire surgir de plus vastes questions, comme *"Quel genre de société fait appel à ses prétendus représentants de la loi pour s'en prendre à sa propre population ?"*

L'an dernier, c'était le 150ème anniversaire de la fin de la Guerre Civile et, avec elle, la première déclaration de Droits Civiques pour des Afro-américain·e·s. Cette année, nous continuons à célébrer le 50ème anniversaire de la campagne pour les Droits Civiques de la décennie des

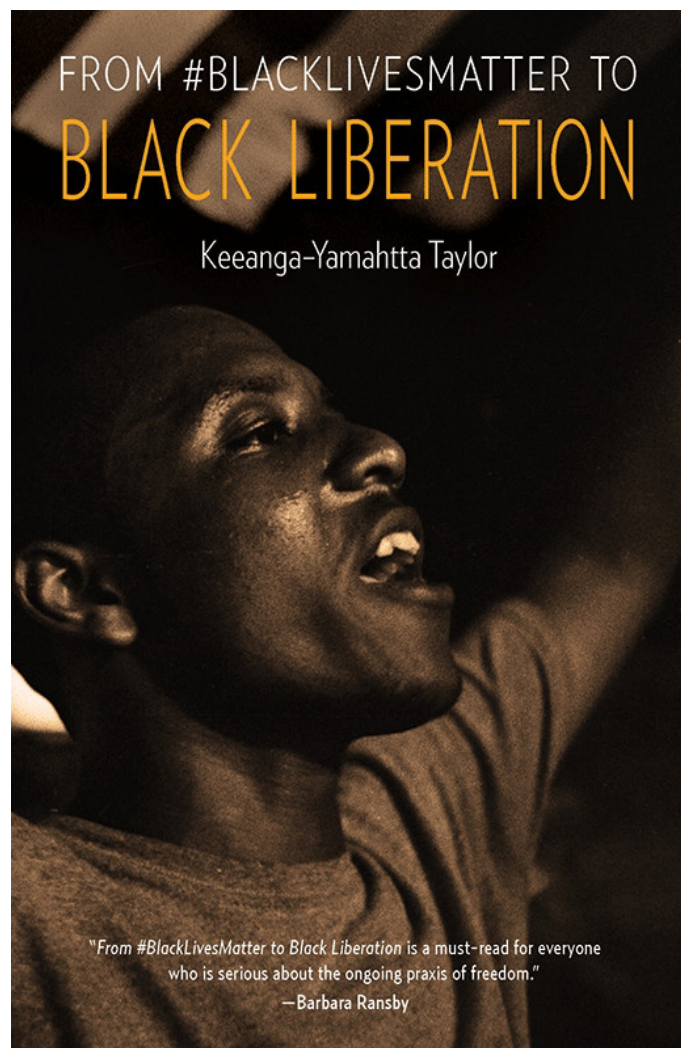
années 1960. 150 ans, cela n'est pas assez pour espérer la libération Noire. Ce n'est cependant pas une raison de perdre espoir, mais l'occasion de clarifier ce pour quoi nous nous battons. Les partisans du statu quo politique aimeraient réduire notre combat à un combat pour des caméras corporelles sur les policiers, ou plus de diversité dans les forces de police, mais ce slogan *Black Liberation!* soulève une plus grande question - Comment les Noir·e·s peuvent réellement être libres ? Cela peut nécessiter de regarder au-delà de la société actuelle. Il y a des inégalités raciales et de l'injustice raciale si profondément enracinées au plus profond de sa moëlle, qu'il n'y a littéralement eu aucun moment depuis que ce pays existe où l'oppression Noire n'a pas été un élément clé du problème. Cette société capitaliste raciste, inique et discriminatoire... est-ce que cette société-là est la meilleure dont notre espèce soit capable ? Le mouvement Noir dans ce pays n'a jamais été uniquement à propos des personnes Noires. Comme les gen·te·s du mouvement disent, *quand les Noir·e·s seront libres, tout le monde sera libre !* Alors... [applaudissements] J'aimerais terminer par une citation de Martin Luther King, qui illustre parfaitement l'importance centrale du combat Noir dans toute la politique américaine. C'est un article qu'il a écrit les jours suivants les émeutes de Detroit en 1967 - mais je pense que c'est tout aussi pertinent aujourd'hui. Il a écrit -

"Je ne suis pas triste que les Noirs Américains se rebellent ; c'était non seulement inévitable, mais éminemment désirable. Sans ce ferment magnifique parmi des Noirs, les vieilles dérobades et les procrastinations auraient continué indéfiniment. Des Noirs ont claqué la porte sur un passé de moribonde passivité. À part les années de Reconstruction, ils n'ont jamais, dans leur longue histoire sur le sol américain, lutté avec une telle créativité et un tel courage pour leur liberté. Ce sont les années lumineuses de notre émergence. Même si elles sont douloureuses, on ne peut les éviter. En ces circonstances difficiles, la révolution Noire est beaucoup plus qu'une lutte pour les droits de Noirs. Elle force l'Amérique à faire face à tous ses défauts qui y sont liés. Racisme, pauvreté, militarisme et matérialisme. Elle expose les maux qui sont profondément enracinés dans la structure-même de notre société. Elle révèle les défauts systémiques plutôt que des défauts superficiels et suggère que la reconstruction radicale de la société elle-même est la vraie question à laquelle il faut faire face. Les dissidents

d'aujourd'hui disent à la majorité arrogante que le temps est venu où une dérobade irresponsable de plus, dans un monde turbulent, causera le désastre et la mort. L'Amérique n'a pas encore changé car beaucoup pensent qu'elle n'a pas besoin de changer, mais c'est l'illusion du damné. L'Amérique doit changer parce que 23 millions de citoyens Noirs ne vivront plus couchés dans un passé misérable. Ils ont quitté la vallée du désespoir ; ils ont trouvé la force dans la lutte ; rejoints par des alliés Blancs, ils secoueront les murs des prisons jusqu'à ce qu'ils tombent. L'Amérique doit changer."

Merci.

[applaudissements]



traduction/transcription --- gUrdUIU --- mai 2016